

5-
Surv. 22 mai

Nous ne démordrons pas

L'idée du français à Radio-Canada fait son chemin

UNE DECLARATION DU RAPPORT ROWELL

La cause des minorités de l'Ouest trouve des échos sympathiques un peu partout dans le pays. On lira dans le présent numéro de la "Survivance" l'opinion exprimée par un journal qui a les mêmes luttes que nous à livrer. Cet article de la "Frontière" est une nouvelle preuve que la Société Radio-Canada est atteinte d'une étrange maladie: la francophobie.

Mais nous sommes loin de nous décourager. D'autres ont réussi ailleurs.

Voici par exemple un cas cité par le "Devoir": les gaélicisants du Canada.

"Ceux-ci protestaient contre l'interdit qui frappait leur langue à la radio officielle. Les gaélicisants ont gagné leur point. Ils paraissaient être victimes d'une sorte de mesure de guerre. C'est fini.

Nous félicitons les protestataires de leur succès et les donnons en exemple aux Canadiens de langue française. A ceux-ci de porter le même zèle dans la campagne qui se fait présentement pour que la radio officielle traite de façon plus convenable leurs compatriotes des provinces des Prairies.

C'est un point qu'il nous faut gagner. Nous y réussissons, conclut M. Héroux, si nous savons y mettre l'énergie et la persévérance nécessaires.

Energie, persévérance: les minorités sont habituées à ce régime de vie; c'est leur pain quotidien.

* * *

Nous trouvons un autre signe des temps dans le rapport de la Commission Rowell qui vient d'être rendu public.

Traitant des réclamations formulées par des minorités en faveur d'écoles séparées, la commission déclare que ces représentations **"indiquent l'existence dans plusieurs provinces de griefs qui peuvent fort bien devenir un facteur de désunion nationale et nuire à la bonne entente dans les provinces en question."** Cependant la commission ne fait aucune recommandation estimant que ce problème ne relève pas de son autorité.

L'aveu de la Commission Rowell est à retenir. Il existe un malaise au sein des minorités, et il faut à tout prix le faire disparaître à un moment où nous avons tant besoin d'unité. La Commission Rowell a aussi été saisie, croyons-nous, de la

question de la radio. Mais les problèmes des minorités ne semblent pas avoir retenu son attention.

Il reste aux minorités à placer leur cause devant le tribunal de l'opinion publique. Et c'est ce qu'elles font désormais jusqu'au redressement de leurs griefs.

* * *

Déjà nous entendons des échos encourageants. La presse nous appuie en plusieurs coins du pays; nous recevons même des communications de nos lecteurs. Et ce n'est que le début de la campagne. Nous aurons sous peu d'intéressantes révélations à faire à nos compatriotes.

D'ici là que tous fassent leur devoir et nous secondent effectivement. La Société Radio-Canada doit finir par comprendre qu'elle est au service de toute la population et non pas d'une partie seulement.

Pendant que le Canada sacrifie en Europe des milliers de vies et des millions de dollars pour sauver la civilisation, nous voulons qu'au pays on n'aille pas saboter notre propre civilisation.

Il suffit d'un mouvement de bonne volonté que l'on attend depuis sept ans.

LA SUPREME IMPORTANCE DU FRANCAIS A LA RADIO POUR LES CANADIENS FRANCAIS DE L'OUEST

Pour comprendre toute L'IMPORTANCE DES RECLAMATIONS des dirigeants canadiens-français de l'Ouest EN MATIERE DE FRANCAIS A LA RADIO-ETAT, il faut se mettre en face du fait capital que voici:

LES CANADIENS FRANCAIS DE L'OUEST NE FIGURENT QUE, A PEU PRES POUR 5% DE LA POPULATION TOTALE DES 3 PROVINCES

De là il résulte que nous sommes SINGULIEREMENT SEVRES de ces manifestations de l'esprit français qui conditionnent l'exercice normal de notre culture, en particulier de NOTRE LANGUE.

NOUS AVONS bien NOS FOYERS, où, Dieu merci, on continue à parler français et à conserver quelque chose des TRADITIONS canadiennes-françaises.

NOUS AVONS aussi, là où les nôtres sont groupés, LA PAROISSE qui, en dépit de bien des obstacles, RESTE typiquement CANADIENNE-FRANCAISE.

NOUS AVONS, dans ces groupements, des écoles où le français continue à s'enseigner, soit EN MARGE DE LA LOI, soit dans les limites excessivement RESTREINTES et DEFAVORABLES de celle-ci.

NOUS AVONS nos HEBDOMADAIRES, nos COUVENTS, nos COLLEGES classiques et nos SOCIETES NATIONALES qui tous, on le comprendra facilement, ne vivent qu'à coups de sacrifices stupéfiants — mais VIVENT.

NOUS N'AVONS PAS un climat culturel favorable, mais au contraire un climat très délétère.

Partout, même au sein des groupements les mieux constitués, les anglophones NOUS SUBMERGENT.

Impossible de faire un pas hors de son foyer que L'ANGLAIS ne S'IMPOSE comme moyen nécessaire de communication: achats, ventes, affaires, politique, justice, voyages, relations, amusements, organisation professionnelle, oeuvres, etc. . .

L'ECOLE est à base ANGLAISE . . .

CINQ des neufs DIOCESES sont à base ANGLAISE . . .

Les QUOTIDIENS sont ANGLAIS. . .

Les GOUVERNEMENTS provinciaux sont exclusivement ANGLAIS. . .

Les CINEMAS sont ANGLAIS . . .

Les SPORTS sont ANGLAIS. . .

Les ONDES radiophoniques sont ANGLAISES. . .

Bref, L'ANGLAIS nous enserme comme dans un ETAU. Et ce sont là des situations contre lesquelles nous ne pouvons rien.

la des situations contre lesquelles nous ne pouvons rien.

Pardon! Il en est UNE qui PEUT et DOIT CHANGER. C'est LA RADIO.

Nous n'y pouvons rien que les postes "privés" zèbrent l'atmosphère de syllabes uniquement anglaises. Nous vivons dans un pays où la majorité prime, s'impose . . .

Mais, parce que Radio-Canada dépend du gouvernement fédéral et que le gouvernement fédéral est constitutionnellement bilingue, nous avons le DROIT de réclamer NOTRE PART d'ondes. Des ONDES FRANCAISES.

Quel changement s'introduirait pour lors dans le climat culturel de l'Ouest!

Les nôtres entendraient DU FRANCAIS TOUS LES JOURS et PLUSIEURS fois par jour.

Ils l'entendraient AVEC JOIE. Car ils sont restés assez canadiens-français, dans la plupart des cas et malgré tout, pour PREFERER le FRANCAIS à l'anglais.

Ils l'entendraient AVEC PROFIT. Car, à condition que le français radiophonique conserve la qualité qui est actuellement sienne aux postes du secteur français de Radio-Canada, ils ACQUERERAIENT UN VOCABULAIRE, plus varié, apprendraient à MIEUX PRONONCER, COMMUNIQUERAIENT véritablement à l'ESPRIT FRANCAIS.

Pour beaucoup, ce serait une révélation des richesses incomparables de NOTRE LANGUE. Une LECON de FIERTE française. Pour tous, cela AIDERAIT, d'une façon dont on ne se fait pas idée, notre ENSEIGNEMENT forcément défectueux DE LA LANGUE.

C'est pour cela que c'est SURTOUT DU PARLE que nous demandons comme programmes français. Pas tant du chant. Ou plutôt, en fait de chant, celui-là seul qui habille agréablement des PHRASES CLAIRES, NETTES du parlé en musique, quoi. A AUCUN PRIX de la musique instrumentale, à moins de prépondérance marquée de PARLE. Car on nous mesure trop parcimonieusement les minutes françaises pour cela.

Si TOUS comprenaient cela! Ceux des NEUFS PROVINCES . . . Si TOUS voulaient vraiment, mais là, ce qui s'appelle VOULOIR . . . Si TOUS n'avaient de repos que lorsque nous aurions obtenu ce que nous réclamons en vain depuis 7 ans!

LES ASSOCIATIONS NATIONALES DE L'OUEST.

Communiqué.

(pour parution dans la semaine du 27 mai)

Opinion Anglaise sur Radio-Canada

Comme quoi certains de nos compatriotes anglais ont de meilleures dispositions que la Société Radio-Canada — Le discours de l'Honorable Lapointe.

ARTICLE DU "SATURDAY NIGHT" PAR
MISS COFFEY

On lira dans une autre colonne un article paru dans "Saturday Night", journal de Toronto. Il vaut la peine qu'on le souligne puisque l'auteur, Berenice Coffey, émet une opinion qui surprendra sûrement Messieurs les Gouverneurs de Radio-Canada. Que lisons-nous?

"Il semble que Radio-Canada rendrait un grand service en ce domaine, un service d'une grande valeur à ses auditeurs en organisant des programmes ou leçons irradiés à travers tout le Canada sur la manière de converser en français."

Ces mots valent leur pesant d'or. Et de telles affirmations contrastent singulièrement avec la politique suivie par la radio officielle depuis sept ans. On ne demande pas seulement des programmes mais même des leçons de français!

On se gardera, nous l'osons croire, de mettre en doute la sincérité de la correspondante du "Saturday Night." Après bien d'autres, c'est une nouvelle voix anglaise qui réclame du français, et cette fois. . . à Radio-Canada!

Messieurs les Gouverneurs voudront-ils enfin ouvrir les yeux et les oreilles? Sinon, nous serons forcés de conclure qu'ils agissent par peur ou fanatisme. Car on ne nous fera jamais croire que la question du français à la Radio ne peut-être réglée faute de ressources. On trouve du temps et de l'argent, même des millions, pour les autres problèmes; le français doit avoir sa part.

La solution est tellement simple que la Société Radio-Canada nous en a donné elle-même un échantillon lorsqu'elle a fait entendre, cette semaine, le discours français de l'Honorable Lapointe, d'un bout à l'autre du pays. Serait-ce un commencement de conversion? Nous félicitons la Société de ce premier bon mouvement, mais nous attendons autre chose: **une solution définitive.** Après tout c'est notre dû. Que Messieurs les Gouverneurs portent résolument leurs responsabilités et qu'ils nous accordent une part équitable de français, même dans l'Ouest.

Ce devrait être facile lorsque même les journaux anglais sont là pour leur rappeler que le Canada est un pays bilingue.

P.-E. BRETON, O.M.I.

La "Survivance", Edmonton, 29 mai 1940